

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

du général (2S) Antoine Martinez

Monsieur le Président de la République,

Vous pardonnerez mon insistance qui n'a rien d'impertinent mais qui traduit la réaction d'un citoyen très inquiet et sidéré devant le déferlement auquel nous assistons, entraînant l'Europe à la dérive en raison de l'absence de clairvoyance et de lucidité des dirigeants européens. En fuyant le réel, en baignant dans l'hypocrisie, les bons sentiments et la bonne conscience, on est en train de livrer l'Europe à une nouvelle forme de soumission et de totalitarisme de la pire espèce qui la conduira à son malheur et donc au malheur de ses peuples.

Il aura, en effet, suffi d'une mise en scène et d'une exploitation médiatique bien orchestrées de cette photographie du corps sans vie d'un enfant mort noyé et de l'émotion suscitée par ce drame auquel personne ne peut rester insensible pour faire voler en éclat le système de contrôle aux frontières de l'Europe qui constitue pourtant la base de l'état de droit auquel sont attachées les démocraties européennes. Ce piège de l'émotionnel tendu qui a conduit Mme Angela Merkel à faire une déclaration intempestive sinon irréfléchie – en tout cas désastreuse et que vous vous êtes empressé de suivre – a enclenché un processus dévastateur qui risque non seulement de ruiner des décennies d'efforts consacrés à la construction de l'Union européenne, menacée aujourd'hui de division face à ce phénomène migratoire incontrôlé, mais également de mettre en péril, à terme, la démocratie et la sécurité des peuples européens et par conséquent du peuple français.

Prenons garde à cette tyrannie de l'affect, de surcroît frappée de soumission incompréhensible aux sirènes de la culpabilisation que distillent avec constance des médias passés maîtres dans la théâtralisation compassionnelle et la manipulation coupable. Elle est, en effet, la plus pernicieuse conseillère qui soit, surtout pour un responsable politique car ce dernier est investi d'une mission impliquant des prises de décisions qui ne doivent pas être influencées par l'émotion.

L'observateur attentif à l'évolution des rapports de force dans le monde que je suis, soucieux des intérêts de la France et de la paix sur notre continent, ne peut être qu'effaré aujourd'hui devant les réactions des responsables politiques européens face aux événements que nous vivons. Il est, en effet, attristant de constater que dans la conduite des affaires du monde ils ne semblent aucunement penser, dans leurs réflexions ou dans leurs prises de décisions, en termes de géopolitique. Penser géopolitique est pourtant essentiel lorsqu'on a la responsabilité de la destinée d'un pays. Car on ne fait pas de politique avec de bons sentiments. On peut le regretter, mais c'est ainsi. Or, à vouloir traiter la crise actuelle sous le seul angle humanitaire – sans en avoir anticipé les effets pourtant prévisibles depuis plusieurs années – en négligeant son aspect géopolitique qui doit être prioritaire, certains des dirigeants européens n'imaginent même pas les conséquences de la catastrophe qui se prépare avec son cortège de désolation, de sang et de larmes. Car la crise actuelle est bien géopolitique et son aspect humanitaire avec ses drames n'est qu'une arme utilisée par ceux qui ont programmé et qui organisent cette invasion. Et cette dernière constitue en réalité une attaque sans précédent des nations européennes, visant dans une première étape, la déstructuration en profondeur de nos sociétés et de leurs valeurs avec une autre arme redoutable, la démographie. La stratégie appliquée

consiste à utiliser nos médias qui font l'opinion pour culpabiliser l'Europe et affaiblir, sous la pression, les capacités de réaction des dirigeants européens. Il n'y a que ces derniers, à l'exception de quelques-uns, pour ne pas le comprendre. Alors, devant l'impuissance et l'incompétence démontrées par l'Union européenne, non seulement dans la gestion de cette crise mais surtout dans son anticipation dès le début de l'année 2011 à la suite du « printemps arabe », il faut évoquer des questions légitimes que les dirigeants européens, tétanisés, paralysés par l'ampleur du phénomène, incapables d'affronter la réalité avec lucidité, n'osent pas ou ne veulent pas aborder. Pourtant, il y a urgence. Ce sont, en effet, les fondements mêmes de l'Europe qui sont mis en cause.

Tout d'abord, s'agissant de ces migrants, qui sont pour l'immense majorité non pas des réfugiés mais des clandestins économiques, ce sont pour la plupart des hommes jeunes qui ne sont pas tous issus de pays en guerre et qui se montrent déjà vindicatifs et menaçants. Les médias se gardent bien de montrer ces scènes ahurissantes où ils manifestent déjà leur mécontentement par des comportements agressifs qui ne correspondent pas à ceux de réfugiés accablés fuyant le chaos. Alors certes, la guerre est aujourd'hui le lot quotidien de certains pays, mais la situation s'est aggravée depuis l'instauration de l'État islamique qui massacre les chiïtes, les chrétiens, les yézidis, les kurdes et qui a institutionnalisé l'esclavage sexuel des femmes non musulmanes, ce qui n'émeut apparemment personne. On peut d'ailleurs s'étonner que vous puissiez tolérer sur notre propre sol un salon consacré à la femme musulmane où il n'est question que de soumission de cette dernière à la volonté de l'homme qui doit la battre si besoin.

Ensuite, et ce point essentiel doit interpellé les responsables européens, tous ces migrants arrivent de pays façonnés par l'islam où les non-musulmans sont, au mieux discriminés et humiliés, au pire massacrés ou chassés. Mais que ces pays musulmans soient en guerre ou pas, leurs peuples vivent pour la plus grande partie dans la misère. Et cette dernière, il faut le dire, est la conséquence de leur culture qui les y maintient depuis plus d'un millénaire en les plongeant dans l'obscurantisme et la violence. Ils ont ainsi accumulé des siècles de frustration et de ressentiment à l'égard de l'Occident. D'ailleurs, pendant que des centaines de milliers de migrants déferlent sur le sol européen, des containers d'aide aux « réfugiés » bourrés d'armes et de munitions ont été découverts dans un cargo arraisonné par les gardes-côtes grecs. Il venait de quitter le port turc de Iskenderun le 29 août et venait de Libye. On peut aisément imaginer l'usage auquel elles étaient destinées. Par ailleurs, les frères musulmans et les salafistes présents sur le territoire européen travaillent déjà depuis plusieurs mois au recrutement parmi les jeunes migrants.

Des jours douloureux nous attendent donc car cette culture est incompatible avec la nôtre. Entre le message des Évangiles qui a imprégné les peuples européens et celui du Coran il y a un fossé infranchissable. Cette antinomie est d'ailleurs démontrée chaque jour, et avoir accepté depuis plusieurs décennies une immigration musulmane, dans une société occidentale laïcisée qui a pour fondement le christianisme, sans exiger en contrepartie sa soumission à nos lois, à nos valeurs, à nos traditions et à notre mode de vie, est une folie.

Ne plus contrôler nos frontières aujourd'hui face à ce déferlement est donc suicidaire et criminel à l'égard des peuples européens.

Quant aux réunions qui se succèdent sans véritable résultat sur la lutte contre les passeurs ou sur la répartition de ces migrants qui affluent, elles démontrent le décalage qui existe entre la passivité des dirigeants européens, à présent divisés et indécis car dépassés par les événements, et la réalité sur le terrain qui nécessite la prise de décisions immédiates qui ne viennent cependant pas pour tarir ce flux migratoire aux points d'entrée de l'Europe, ou plus exactement aux points de départ c'est à dire la Turquie et la Libye. Car les vrais passeurs sont aujourd'hui des États : Libye, Turquie, financés par l'État islamique qui organisent cette invasion. D'ailleurs, tout du trafic migratoire au Moyen-Orient et en Méditerranée est connu depuis plusieurs mois grâce à l'excellent travail de nos services de renseignement. Tout est connu des flux, des modes opératoires et des stratégies des passeurs y compris du suivi de la préparation des départs pour l'Europe. Il en est de même des départs à partir, par exemple, des plages de Tripolitaine et de Cyrénaïque, en Libye, puisque c'est à ce moment-là que les passeurs appellent le centre de coordination italien des secours maritimes pour que les bateaux européens les recueillent au plus près des côtes libyennes. Il est donc ahurissant que les responsables politiques, disposant de renseignements d'une telle précision et actualisés en permanence pour faciliter leurs prises de décisions, restent depuis des mois aussi passifs, voire facilitent le travail des passeurs. Ainsi, avec la poursuite des guerres qui frappent le Moyen-Orient et l'Afrique, et surtout la radicalisation qui touche l'ensemble du monde musulman, le déferlement n'est pas près de s'arrêter en raison de la paralysie incompréhensible des dirigeants européens face à ce phénomène. L'État islamique l'a bien compris puisqu'il est l'un des instigateurs de cette invasion organisée à laquelle il participe activement pour déstabiliser l'Europe en usant de l'arme démographique tout en infiltrant des milliers de djihadistes. Quand on connaît sa détermination, on ne peut être que consterné par tant d'aveuglement et de déni de réalité de la part des dirigeants européens, et donc français. L'État islamique fait ce qu'il a annoncé il y a déjà plusieurs mois. Il avait menacé l'Europe en lui promettant 500 000 migrants en 2015. Nous y sommes aujourd'hui, et l'année n'est pas terminée.

La situation est grave. Il ne s'agit pas d'une crise comme une autre. Il s'agit, en fait, d'une menace sérieuse qui porte sur la mise en danger non seulement de ce qu'il y a de plus sacré, de profond et de charnel pour un peuple, une nation, à savoir son identité, mais également de la vie des citoyens qui est menacée car cette immigration est porteuse de tout ce qui a fait son malheur, c'est à dire la culture de mort qu'elle véhicule et qu'elle cherche à imposer aux autres. Alors bien sûr, notre devoir – et c'est notre culture chrétienne qui nous a enseigné la charité et l'accueil de celui qui souffre qui nous le commande – est d'accueillir les opprimés et ceux dont la vie est en danger. La France l'a toujours fait et son peuple est généreux. Qu'un ministre de la République ait osé affirmer, il y a peu, que « évoquer les racines chrétiennes de la France, c'est faire une relecture historique frelatée qui a rendu la France peu à peu nauséuse » me semble donc indécent pour trois raisons : c'est renier, voire nier les racines du peuple français et de cette France généreuse que nous aimons ; c'est également ne pas avoir compris que c'est précisément la chrétienté qui a enfanté les droits de l'Homme et est à l'origine de la laïcité en ayant su séparer le pouvoir spirituel du pouvoir temporel, ce que refuse l'islam ; c'est enfin faire œuvre de christianophobie en favorisant l'instauration d'une christianophobie d'État, tout en flattant et en encourageant ceux qui, présents sur notre territoire, se réclament d'un islam conquérant.

Notre amour du prochain, qui d'ailleurs est à l'opposé de ce que prône l'islam, ne doit cependant pas nous empêcher de rester lucides et de penser à l'avenir de nos peuples européens. Car si l'on prend l'exemple des migrants syriens, pas un n'a entamé son périple en

quittant le sol de la Syrie en guerre. Ils l'ont fait à partir de la Turquie où ils vivaient depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, pour certains peut-être dans des camps de réfugiés, mais à l'abri de tout danger. Et que dire des migrants irakiens, en âge de combattre, qui laissent derrière eux des femmes yézidies prendre les armes pour résister aux barbares de l'État islamique.

De nombreuses questions doivent donc être posées qui méritent une réponse. Car on peut s'étonner que les forces armées des nations européennes n'aient pas été mises à contribution, dès le début de l'année 2011, dans une gestion préventive d'une crise pourtant prévisible, par la mise en place d'une force maritime européenne assurant une surveillance et un blocus au plus près des rives sud et orientale de la Méditerranée. On ne peut que s'indigner que cela n'ait pas été fait au moins dans l'urgence au début de cette année. Il en est de même avec les frontières terrestres entre la Grèce et la Turquie. A quoi sert l'Union européenne si elle est incapable de protéger ses frontières et donc ses citoyens ? Pourquoi, depuis des mois, n'a-t-on pas pris l'initiative d'une convocation du Conseil de sécurité des Nations unies, dont la France est pourtant un membre permanent – car ce problème n'est pas européen mais mondial – pour proposer d'une part un plan d'action impliquant les nombreux pays d'où sont originaires des clandestins économiques qui doivent être renvoyés, et d'autre part pour aboutir à un accord sur la constitution d'une coalition armée pour combattre l'État islamique au sol ? Car, soyons réalistes, les bombardements aériens, et en particulier les nôtres, ne changeront rien à la situation s'ils ne sont pas suivis d'une reconquête terrestre avec pour but de guerre l'anéantissement de l'État islamique. Ils ne feront qu'accentuer les actions terroristes sur notre sol qui ne vont pas manquer de se produire. Nous avons perdu suffisamment de temps et il faudra bien, très rapidement, discuter, d'une part avec la Russie, incontournable, qui profite des hésitations de l'Occident pour affirmer sa puissance et se placer au centre du jeu, d'autre part avec la Syrie et avec d'autres. Car si cette dernière tombe, c'est le Liban et la Jordanie qui seront les prochaines cibles de l'État islamique.

Enfin, avec l'accueil de dizaines de milliers de migrants, comment la France pourra-t-elle supporter encore plus de misère et de paupérisation de la société alors qu'elle doit déjà faire face à un chômage de masse avec ses 3,6 millions de chômeurs officiels (en réalité au moins 5 millions), à ses 8 millions de pauvres, sans compter le coût annuel exorbitant de l'immigration et alors que le gouvernement racle les fonds de tiroir pour boucler le budget ? Comment ne pas être scandalisé par le comportement de ses gouvernants successifs qui, en toute illégalité, enfreignent sciemment et lâchement la loi en n'expulsant pas chaque année les dizaines de milliers de déboutés du droit d'asile ni les clandestins ? Si on veut – et on doit – accueillir des réfugiés, il faut expulser ceux qui n'ont pas vocation à rester sur notre territoire. Certains ne cessent d'évoquer l'état de droit républicain alors qu'ils le bafouent allègrement. Cela dit, ces mêmes procureurs de la pensée confondent souvent république et démocratie oubliant qu'en démocratie les gouvernants ne sont que les fondés de pouvoir d'un souverain. Et ce souverain s'appelle le peuple. Or, ce dernier est totalement ignoré, pour ne pas dire méprisé, ce qui est désespérant et révoltant. Il serait légitime qu'il s'exprime. C'est précisément l'objet de ma démarche qui me conduit à m'exprimer aujourd'hui, respectueusement et en toute humilité, mais avec résolution.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Auteur : Général (2s) Air Antoine MARTINEZ
Source : Minurne.fr